

Experts médiatiques et aphorisations politiques

Dominique Maingueneau

1 Introduction

Toute énonciation est susceptible de faire l'objet de commentaires de la part de ceux qui la lisent ou l'entendent. Certains sont de véritables genres ; ils sont soumis à des règles stabilisées par une institution et que s'efforcent d'explicitier des ouvrages didactiques ; à l'université c'est le cas en particulier pour les textes littéraires, philosophiques ou juridiques. À l'opposé, les commentaires sur les réseaux sociaux peuvent porter sur n'importe quel type d'énoncé et ne sont régulés par aucune institution. Entre ces deux extrêmes il y a place pour des pratiques très diverses. Les médias, en particulier, recourent constamment à des « experts » à qui il est demandé de commenter oralement tels ou tels énoncés d'acteurs politiques. Issus de trois groupes aux frontières poreuses (les journalistes spécialisés, les professionnels de la communication politique, les universitaires spécialistes de communication), ces experts se voient poser des questions du type : « Que faut-il retenir de ce qu'a dit X ? », « Quel message a voulu faire passer Y ? », « Comment comprendre cette phrase de Z ? », etc.

Ces pratiques de commentaire médiatique sont rythmées par le calendrier politique (congrès de tel ou tel parti, élections, vœux de nouvel an du Président, remaniement ministériel...), ou par des crises qui suscitent une multitude d'interventions du personnel politique. Mais il arrive aussi que la machine s'emballe, pour peu qu'un acteur politique important se voie attribuer un « écart discursif », en particulier si tel ou tel fragment de ses paroles accède au statut de ce qu'on appelle en France des « petites phrases » (Krieg, et Ollivier-Yaniv, eds. 2011 ; Boyer, et Gaboriaux, eds. 2018) que les médias présentent comme transgressant quelque norme tacite. Elles suscitent alors un déferlement de commentaires, venus d'amis ou d'adversaires politique mais aussi d'experts.

En analyse du discours, les travaux sur ces petites phrases s'orientent dans diverses directions, étroitement liées.

(1) On peut réfléchir sur le fonctionnement de l'univers médiatique contemporain ; la « petite phrase » est en effet une catégorie de journalistes et peut être analysée dans cette perspective (Seoane 2018).

(2) On peut observer comment s'opère la conversion d'un fragment de texte en phrase détachée de son contexte originel.

(3) On peut étudier la manière dont elle circule dans les médias.

(4) On peut enfin s'intéresser aux commentaires qu'elle provoque.

Dans la présente contribution, ce sont les approches (2) et (4) qui vont retenir mon attention. Je vais m'appuyer sur deux petites phrases attribuées à deux présidents français : Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron. Comme j'ai déjà étudié en détail la phrase de Sarkozy (Maingueneau 2011), c'est sur celle de Macron que je vais m'attarder. Ces deux petites phrases

seront mises en relation avec un écart discursif d'un type un peu différent, survenu aux U.S.A, qui peut servir de miroir grossissant des présupposés qui soutiennent tacitement les interprétations des experts médiatiques.

2 Une conversation, un entretien et une parka

2.1. Nicolas Sarkozy

Le 15 avril 2009 N. Sarkozy, alors président de la République, a convié à déjeuner un groupe de députés et de sénateurs de diverses tendances politiques. À cette occasion il aurait affirmé à propos du premier ministre espagnol de l'époque : « Zapatero n'est pas très intelligent ». ¹ Cette petite phrase avait alors beaucoup agité les médias. Elle a été reconstituée par des journalistes à partir de propos rapportés par certains convives à la suite du repas. C'est un article intitulé « Sarkozy se voit en maître du monde », paru le lendemain dans le quotidien de gauche *Libération*, qui a lancé l'affaire.

Au moment du dessert, Nicolas Sarkozy se fait servir «une compote de pomme comme un enfant», s'étonne le député (Verts) François de Rugy. En guise de douceur, le président de la République ne résiste pas à informer ses convives que «le gouvernement espagnol vient d'annoncer la suppression de la publicité sur les chaînes publiques. Et vous savez qui ils ont cité en exemple ?» « On peut dire beaucoup de choses sur Zapatero », remarque Emmanuelli. « Il n'est peut-être pas très intelligent. Moi j'en connais qui étaient très intelligents et qui n'ont pas été au second tour de la présidentielle », s'amuse Sarkozy en allusion à Lionel Jospin. Avant de revenir à son sujet de prédilection : «D'ailleurs, dans ma carrière politique, j'ai souvent battu des gens dont on disait qu'ils étaient plus intelligents et avaient fait plus d'études que moi.» «On a pensé à Villepin», lâche un convive. Conclusion du Président : «L'important dans la démocratie, c'est d'être réélu. Regardez Berlusconi, il a été réélu trois fois.»

(Matthieu Ecoiffier et François Wenz-Dumas).

Les services de la Présidence ont immédiatement démenti les propos ainsi attribués au chef de l'État, renvoyant « la paternité de la phrase » au « journal qui publie l'information ». Quels que soient les démentis et les multiples gloses – y compris venant de participants socialistes au repas – qui tendaient à innocenter Sarkozy de la prise en charge massive et directe d'un tel énoncé, sa diffusion a été irréversible, au point que Ségolène Royal, son adversaire lors de la campagne présidentielle, s'est crue obligée de présenter des excuses au gouvernement espagnol.

Pour ceux qui étudient la conversion d'un fragment de texte en petite phrase, on se trouve ici devant un cas d'école puisque l'énoncé litigieux est extrait d'une conversation qui n'a pas été enregistrée. Comme le montrent l'article même de *Libération* et différents témoignages de participants à ce repas, il semble que l'énonciation de Sarkozy, même si elle ne mentionne explicitement que Zapatero, visait successivement trois hommes politiques : Zapatero et deux anciens premiers ministres français : le socialiste Lionel Jospin et le gaulliste Dominique de Villepin. Dans la bouche de Sarkozy, « Zapatero n'est pas très intelligent » constituait le premier terme d'un mouvement concessif (X mais Y). Or, en termes de polyphonie linguistique (Ducrot 1984 ; Nolke, Fløttum, et Norén 2004), la concession oppose successivement deux « points de vue », attribués à deux « énonciateurs » distincts ; Nicolas Sarkozy attribuait la responsabilité du premier « point de vue » au socialiste Henri Emmanuelli, et la responsabilité

¹ Pour une analyse détaillée de cette affaire, voir Maingueneau (2011).

du second, celui qui est validé, à un « énonciateur » auquel il s'identifiait. En réalité, il avait reformulé une intervention d'Emmanuel (« *On peut dire beaucoup de choses sur Zapatero* ») en « *Zapatero n'est pas très intelligent* ». Comme il s'agit d'une concession, le marqueur « peut-être » n'a pas ici sa valeur la plus courante en français, celle d'un modalisateur logique (comme dans « Il est peut-être en retard ») : il permet de rejeter la responsabilité du premier terme de la concession sur le locuteur précédent. On pourrait gloser ainsi l'énoncé : « Admettons que, comme tu le dis, Zapatero ne soit pas très intelligent, cela n'empêche pas que... ». Mais ce marqueur de concession, comme toute trace de dialogisme, a disparu de la petite phrase en circulation dans les médias.

2.2. « Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder »

Pour la petite phrase d'Emmanuel Macron (« Les non-vaccinés, je vais les emmerder »), il n'y a pas le moindre doute quant à sa responsabilité énonciative : c'est bien un énoncé *de* Macron et non la reformulation d'un autre énoncé. Il n'y a pas non plus de doute sur sa pleine appartenance à la sphère politique : il ne s'agit pas d'échanges informels, d'ordre privé, de propos de table. Cette phrase, prononcée le 4 janvier 2022, au moment du débat au Parlement sur l'obligation du passe vaccinal a immédiatement saturé l'ensemble des médias français. Voici l'épisode, tel qu'il est relaté le lendemain sur le site de la radio « France inter » :

La citation est extraite d'une longue interview donnée par le Président au « Parisien/Aujourd'hui en France », qui a répondu « pendant un peu plus de deux heures aux questions de sept lecteurs ». À ce moment précis de l'interview, le Président vient de répondre à une question sur l'obligation vaccinale, posée par Solène Jalet, étudiante, sur l'obligation vaccinale (sic). Hypothèse qu'il écarte (...) Il est alors relancé par Isabelle Berrier, employée d'une maison d'accueil pour personnes âgées, qui pointe du doigt les non-vaccinés : « Ces gens-là qui ne sont pas vaccinés sont ceux qui occupent à 85 % les réanimations... Et, par contre, il y a des gens qui sont atteints de cancers dont on reporte les opérations, à qui on ne donne pas l'accès aux soins et qui sont vaccinés ! »

Voici la réponse intégrale du président de la République :

« Ce que vous venez de dire, c'est le meilleur argument. En démocratie, le pire ennemi, c'est le mensonge et la bêtise. Nous mettons une pression sur les non-vaccinés en limitant pour eux, autant que possible, l'accès aux activités de la vie sociale. D'ailleurs, la quasi-totalité des gens, plus de 90 %, y ont adhéré. C'est une toute petite minorité qui est réfractaire. Celle-là, comment on la réduit ? *On la réduit, pardon de le dire, comme ça, en l'emmerdant encore davantage. Moi, je ne suis pas pour emmerder les Français. Je peste toute la journée contre l'administration quand elle les bloque. Eh bien, là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder.* Et donc, on va continuer de le faire, jusqu'au bout. C'est ça, la stratégie. Je ne vais pas les mettre en prison, je ne vais pas les vacciner de force. Et donc, il faut leur dire : à partir du 15 janvier, vous ne pourrez plus aller au restau, vous ne pourrez plus prendre un canon, vous ne pourrez plus aller boire un café, vous ne pourrez plus aller au théâtre, vous ne pourrez plus aller au ciné... »²

Ici, comme pour N. Sarkozy, l'ethos discursif qui ressort de l'énonciation de la petite phrase contrevient à ce qui est attendu, en ces circonstances, de quelqu'un qui occupe la position de président de la République. Au-delà du choix du recours à un registre familier, c'est un

² <https://www.franceinter.fr/politique/emmerder-les-non-vaccines-voici-in-extenso-ce-qu-a-dit-emmanuel-macron-dans-le-parisien> ; consulté le 8/1/2021. Ce sont les journalistes de France inter qui ont souligné un passage en gras.

certain schéma actantiel qui a été incriminé : le Président semble défier directement un groupe de Français qu'il disqualifie, il convertit la politique sanitaire du gouvernement en une affaire personnelle entre lui et un ensemble de Français qu'il désigne du doigt.

2.3. La parka de Melania Trump

La phrase de Melania Trump qui va nourrir notre réflexion se situe sur un autre plan. Ce n'est pas une phrase d'une professionnelle de la politique mais de l'épouse de celui qui était alors président des USA. En outre, ce n'est pas à proprement parler une citation, une phrase qu'elle a dite, mais une phrase qui était inscrite sur un vêtement qu'elle portait. Le 21 juin 2018 elle s'était rendue dans un centre de rétention de migrants, le « New Hope Children's Shelter » à McAllen (Texas), qui abritait 55 enfants, certains étant séparés de leurs parents. Pendant le voyage elle portait un vêtement Zara à 39 dollars sur lequel était écrit « I really don't care, do u? », vêtement qu'elle avait enlevé pour visiter ce centre. Quand pendant sa campagne électorale Trump arborait une casquette où était écrit « Make America Great Again », il ne faisait pas de doute qu'il s'agissait d'un slogan. Mais qu'en est-il de « I don-t care do u ? » sur une parka de la marque Zara ? Comme cette phrase faisait partie d'un vêtement produit par un fabricant hors de tout contexte politique, la situation était également très différente de celle de la députée démocrate de gauche Alexandria Ocasio-Cortez (31 ans) qui, trois ans plus tard, lors du Met Gala de New York, le 13 septembre 2021, a arboré une robe blanche sur laquelle était cousu en grandes lettres capitales rouges « Tax the rich ». Ce slogan avait manifestement été placé là à dessein au moment où le Parti démocrate cherchait à faire voter par le Congrès négociant un plan d'investissement de 4.000 milliards qui reposait pour une bonne part sur un accroissement de l'imposition des personnes les plus fortunées.

La phrase sur la parka de M. Trump a néanmoins suscité dans les médias, aux U.S.A et bien au-delà, un déferlement de commentaires, pour la plupart très critiques. Les journalistes et le personnel politique portaient en effet du principe qu'une personne aussi médiatisée qu'une First Lady ne pouvait pas afficher un tel énoncé par hasard, qu'il avait une signification politique à découvrir. Dans un premier temps, devant l'émoi suscité par cette affaire, l'entourage de Melania Trump s'est empressé d'affirmer qu'il n'y avait aucun écart, aucune transgression : cette phrase n'avait aucune signification d'ordre politique, il n'y avait aucun « message caché », pour reprendre les termes de Stephanie Grisham, la porte-parole de l'épouse du président.

“It's a jacket. There was no hidden message,” Stephanie Grisham told US media. “After today's important visit to Texas, I hope this isn't what the media is going to choose to focus on.”³

Pourtant, peu après Melania Trump elle-même dans un entretien accordé à la chaîne ABC a affirmé que cette phrase véhiculait bien un « message » à destination des medias de gauche.

It was for the people and for the left-wing media who are criticising me. I want to show them I don't care. You could criticise whatever you want to say. But it will not stop me to do what I feel is right.

³ <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-45853364> (consulté le 20/11/ 2022).

I often asking myself, if I had not worn that jacket, if I will have so much media coverage,” she said, adding: "I would prefer they would focus on what I do and on my initiatives than what I wear."⁴

3 La construction de l’aphorisation

Pour les énoncés de N. Sarkozy et d’E. Macron l’agitation médiatique se fait autour d’une citation, réduite à une phrase au signifiant stabilisé qui passe en boucle sur les chaînes d’information, associée au nom du locuteur responsable. Dans le cas d’E. Macron ce sera par exemple : « Macron : ‘Les-non vaccinés, j’ai très envie de les emmerder’ ». Bien entendu, cette phrase est le produit d’une construction, car à proprement parler les acteurs concernés n’ont pas énoncé une phrase isolée : Sarkozy était engagé dans une conversation informelle, Macron répondait à quelqu’un qui l’interpelait.

Comme toute aphorisation (Maingueneau 2012) – c’est-à-dire toute phrase qui ne fonctionne pas sous le régime énonciatif du texte –, la petite phrase implique une scène d’énonciation spécifique, où le locuteur se trouve converti en « aphoriseur », quelqu’un qui énonce au-delà des contraintes spécifiques de tel ou tel genre de discours, qui ne s’adresse pas à un interlocuteur placé sur le même plan que lui mais à un auditoire dont il est n’attendu aucune réponse. Cet aphoriseur n’est pas un locuteur ordinaire car il tend à coïncider avec le Sujet au sens juridique et moral : quelqu’un qui se pose en responsable, affirme sa conviction à la face du monde. C’est là un point essentiel pour ces écarts discursifs que sont les petites phrases : elles apparaissent d’autant plus transgressives que ce sont des aphorisations, qui impliquent une subjectivité en majesté.

Pour transformer un fragment de texte en aphorisation il faut commencer par le « détextualiser » (Seoane 2018,101), le détacher. Or un texte n’est pas une surface monotone ; souvent l’énonciateur *surasserte* (Maingueneau 2012) certains fragments, c’est-à-dire qu’il les présente lui-même comme détachables. Cette mise en relief par rapport à l’environnement textuel s’effectue à l’aide de marqueurs divers : d’ordre aspectuel (généricité), typographique (position saillante dans une unité textuelle), prosodique (insistance), syntaxique (construction d’une forme prégnante), sémantique (recours à des tropes), lexical (utilisation de connecteurs de reformulation). Dans le passage dont a été extraite l’aphorisation de Macron, on peut ainsi considérer que la phrase que j’ai mise en italique est surassertée :

Ce que vous venez de dire, c’est le meilleur argument. *En démocratie, le pire ennemi, c’est le mensonge et la bêtise.* Nous mettons une pression sur les non-vaccinés en limitant pour eux, autant que possible, l’accès aux activités de la vie sociale. D’ailleurs, la quasi-totalité des gens, plus de 90 %, y ont adhéré. C’est une toute petite minorité qui est réfractaire.

Ici le caractère surasserté se manifeste à travers divers indices : la position en début d’intervention, la brièveté de la phrase, les symétries en termes de décompte syllabique (5 + 4 + 4 + 4), la répétition du [i] à la fin des trois groupes syntaxiques majeurs (*-tie/-mi/-tise*), le caractère généralisant. Loin d’être « dépragmatisé », un énoncé généralisant est en effet « le lieu d’un surinvestissement des sujets mis en cause ». Ce type d’énoncé « construit pour emporter l’adhésion de l’autre (...) ne renvoie pas à un discours sans sujets mais au contraire à un discours de tous les sujets » (Ali Bouacha 1993, 52). Le locuteur produit un énoncé détachable, qui ouvre sur une série illimitée de reprises en se présentant lui-même comme l’écho d’une série illimitées de reprises en amont.

⁴ <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-45853364> (consulté le 20/11/ 2022).

Mais dans l'intervention de Macron ce n'est pas cette généralisation sur la démocratie qui est devenue une petite phrase, c'est « les non-vaccinés, j'ai très envie d'envie de les emmerder », phrase qui, elle, n'est pas surassertée. Son accès au statut de petite phrase modifie le rapport entre la *figure* et le *fond*, pour reprendre le vocabulaire gestaltiste : une fois détachée, cette phrase qui dans le texte n'est pas saillante devient une figure qui convertit son cotexte en fond. Et si quelqu'un veut remonter de la petite phrase au texte dont elle a été extraite, ce n'est plus un *texte* qu'il lit mais le *cotexte* d'une aphorisation qui circule déjà intensément dans l'espace médiatique.

4 Surcontrôle et sous-contrôle

Une fois que les médias ont stabilisé le signifiant de la petite phrase et ont mis celle-ci au centre de l'attention collective, elle est soumise à l'interprétation d'experts qui doivent la « décrypter », pour reprendre le terme qui s'est aujourd'hui imposé chez les journalistes. On attend d'eux qu'ils expliquent les raisons pour lesquelles le locuteur a produit ce qui est catégorisé comme un écart discursif. Dans ce dispositif on présuppose que cet écart est au service d'une stratégie du locuteur que les experts ont pour mission d'explicitier. La transgression doit être ainsi lue comme une manifestation d'un « surcontrôle » du langage : si le locuteur a commis un écart, c'est avec une intention et cette intention est d'ordre politique. Ce schéma interprétatif est d'autant plus facile à activer quand le locuteur est un gouvernant : celui qui gouverne est censé se gouverner lui-même, et en particulier maîtriser son usage de la langue.

Mais comme tout interprète mandé par une institution, l'expert médiatique ne peut pas se contenter d'analyser des énoncés : à travers son interprétation il doit également légitimer le dispositif qui lui donne la parole, qui le légitime comme expert. Les médias, d'ailleurs, invitent de manière récurrente ceux dont ils savent qu'ils valident au mieux le cadre dans lequel on leur demande d'intervenir. Pour répondre à ce qu'on attend de lui, l'expert doit faire apparaître, grâce à son savoir, un décalage entre l'apparence et la réalité : *en apparence* Macron parle du passe vaccinal, mais *en réalité* il joue un coup sur l'échiquier politique, et certainement dans la perspective des élections présidentielles qui auront lieu trois mois plus tard. Même s'il est invité au titre de linguiste ou de sociologue, le bon expert médiatique ne doit surtout pas s'exprimer avec les catégories du sociologue ou du linguiste ; il doit proposer des interprétations qui sont soumises à trois contraintes : ne pas être triviales, être formulables en termes de calcul politique et ne pas heurter les représentations que le public se fait communément de la langue et de son usage.

En voici une illustration. Quelques mois plus tôt, le 16 août 2021, au moment de la prise de contrôle de l'Afghanistan par les Talibans, certains journalistes ont extrait d'une allocution télévisée du président Macron un groupe verbal qu'ils ont élevé au statut de petite phrase, traité donc comme un écart discursif. Le site de la radio France Inter a ainsi pu titrer : « "Nous protéger des flux migratoires irréguliers" : la petite phrase de Macron qui ne passe pas ». Et de préciser : « la petite phrase a suscité un tollé sur les réseaux sociaux. »⁵ Interrogés par les médias, les experts se sont désintéressés des Afghans et des migrations pour avancer qu'*en réalité* cette formule s'inscrivait dans une stratégie en vue de l'élection présidentielle à venir. C'est ce qui ressort par exemple de cet article du quotidien *La Dépêche* où le journaliste invoque ici l'autorité de quelqu'un qu'il présente comme un « spécialiste en communication politique » :

⁵ <https://www.franceinter.fr/societe/nous-protoger-des-flux-migratoires-irreguliers-la-petite-phrase-de-macron-qui-ne-passe-pas> (consulté le 14/3/2022).

« Aujourd’hui, la réalité dans ce pays est que le combat culturel sur la question de l’immigration a été gagné dans l’opinion publique par la droite », analyse Arnaud Benedetti. Cette droitisation de la société française est probablement liée aux conséquences de la guerre en Syrie et en Libye dès 2014, avec la crise migratoire en Europe puis la crispation de nombreux Français autour de la question de l’immigration. *Dans la perspective de sa réélection en 2022, la stratégie du président Emmanuel Macron semble donc claire : adapter son langage pour plaire à son électorat de droite.*⁶

Quand, pour une raison ou pour une autre, les experts ne parviennent pas à proposer une interprétation fondée sur un « surcontrôle » de la part du locuteur, il leur reste la possibilité de diagnostiquer un « sous-contrôle ». Les deux lectures sont les deux faces du même présupposé : étant donné la position qu’il occupe, le locuteur est supposé maître de son discours ; s’il s’avère que ce n’est pas le cas, c’est qu’il est indigne de la place qu’il occupe, qu’il est dominé par ses passions. À la différence de celle de Macron sur les non-vaccinés, qui a été constamment interprétée en termes de « surcontrôle », la petite phrase sur Zapatero attribuée à Sarkozy entre clairement dans la catégorie du « sous-contrôle ». Ces diagnostics divergents s’appuient pour une bonne part sur la nature des pratiques discursives dont sont issus les énoncés incriminés : dans une conversation informelle (Sarkozy) le contrôle est censé moindre que dans un entretien médiatique (Macron). Mais ils s’appuient également sur l’ethos préalable (Amossy 1999) des deux intéressés : Macron a la réputation d’un calculateur, Sarkozy celle d’un impulsif ; les médias vont tout naturellement privilégier parmi ses énoncés ceux qui confortent cette image. C’est bien ce qui s’est passé avec la phrase à propos de Zapatero, comme le souligne d’ailleurs le début de l’article, qui évoque les stéréotypes attachés à la « caricature » de Sarkozy :

La vingtaine de parlementaires de tous bords conviés à déjeuner par le chef de l’Etat pour discuter régulation du capitalisme et paradis fiscaux ont eu droit, selon un convive, à « du Nicolas Sarkozy à 200 %, c’est-à-dire étrangement proche de sa propre caricature. »

Un an plus tôt, le 23 février 2008, une autre petite phrase de Sarkozy avait agité les médias, « Casse toi ! pauvre con ! », adressée à un homme qui refusait de lui serrer la main au Salon de l’agriculture. Une petite phrase qu’il était évidemment impossible d’interpréter en termes de stratégie politique.

Si l’Elysée a démenti que Sarkozy ait été l’auteur de l’aphorisation « Zapatero n’est pas très intelligent », E. Macron, lui, n’a pas eu d’autre solution que d’assumer ses propos, d’afficher un surcontrôle. Il l’a fait dans une conférence de presse tenue le 6 janvier 2022, deux jours plus tard donc après l’entretien.

Emmanuel Macron comprend « *qu’on puisse s’émouvoir sur des formes d’expression qui paraissent familières* ». Bien qu’il « *l’assume totalement.* » Face à la polémique de ces derniers jours, le président de la République a préféré « *s’émouvoir de la situation dans laquelle nous sommes.* » Le tout, en segmentant le pays en fonction des injections de vaccin reçues : « *La vraie fracture est là. Quand certains font de leur liberté une*

⁶ <https://www.ladepeche.fr/2021/08/17/afghanistan-pourquoi-les-mots-demmanuel-macron-ont-ils-choque-lors-de-son-allocation-9736817.php> (consulté le 14/3/2022). C’est moi qui souligne.

irresponsabilité qui devient un slogan, non seulement ils mettent en danger la vie des autres, mais ils restreignent la liberté des autres. Et ça, je ne peux pas l'accepter. »⁷

Pour le président, cet éclaircissement est destiné à conjurer le spectre d'une interprétation en termes de sous-contrôle, avancée par ses adversaires, qui ont parlé de « vulgarité », de « cynisme », de « violence »... autant de propriétés qui seraient indignes de l'ethos d'un président de la République. La reprise du contrôle par l'intéressé se fait en termes de sainte colère : il y a en effet de bonnes et de mauvaises émotions ; les bonnes sont celles qui manifestent le souci du bien public. Dans cette perspective, l'écart discursif qui lui est reproché se révèle en réalité conforme à l'ethos qui est attendu d'un chef d'État.

En ce qui concerne Melania Trump, la machine médiatique a dans un premier temps oscillé entre une interprétation en termes de sous-contrôle (la phrase sur la parka est un témoignage de bêtise, d'infantilisme, d'irresponsabilité, de déconnexion de la réalité...), et une interprétation en termes de surcontrôle (à travers l'écart discursif un message politique a été envoyé, et il faut le décrypter). Mais c'est clairement le sous-contrôle qui au début a été privilégié car, comme Sarkozy, l'épouse de D. Trump disposait d'un ethos préalable qui orientait l'interprétation dans une certaine direction : en l'occurrence celui d'une femme superficielle, un ancien mannequin qui ne porte pas des tenues adaptées à ses activités de First Lady. Avant cet épisode de la parka, il avait par exemple coulé des flots d'encre sur les talons aiguilles et les lunettes de soleil qu'elle avait arborés lors d'un déplacement au Texas le 29 août 2017, à l'occasion des inondations provoquées par la tempête Harvey.

Mais le surcontrôle est préférable au sous-contrôle, qui délégitime. Il est compréhensible qu'après avoir récusé toute signification politique à la phrase sur sa parka, Melania Trump ait changé d'attitude. Dans un livre publié en octobre 2021, *I'll Take Your Questions Now*, la porte-parole de M. Trump, Stéphanie Grisham, qui avait affirmé qu'il n'y avait « pas de message caché », raconte qu'en réalité cette phrase sur la parka n'envoyait en réalité aucun message⁸. C'est Donald Trump qui aurait demandé à sa femme de dire que cet énoncé était destiné aux médias de gauche. Une interprétation qu'il avait lui-même confirmée dans un tweet du 21 juin 2018 :

“I REALLY DON'T CARE, DO U?” written on the back of Melania's jacket, refers to the Fake News Media. Melania has learned how dishonest they are, and she truly no longer cares!

— Donald J. Trump (@realDonaldTrump) June 21, 2018⁹

Il fallait à tout prix montrer que les gouvernants se gouvernent et gouvernent leurs paroles.

5 Dans les rets du langage

L'interprétation de la petite phrase de Macron, en revanche, n'a pas été soumise à une telle incertitude : les experts ont massivement opté pour le surcontrôle. Si on leur fait remarquer que cette phrase n'est pas extraite d'un texte rédigé au préalable, mais que ce sont des paroles improvisées dans le cadre d'une interaction, ils ne manqueront pas de répondre que ce débat, conformément à l'usage et comme l'a confirmé le journal qui l'a publiée, a été relu par la cellule de communication de l'Élysée. Ils souligneront également que les acteurs politiques sont

⁷ <https://www.lefigaro.fr/politique/emmanuel-macron-dit-assumer-totalement-ses-propos-controverses-sur-les-non-vaccines-20220107> (consulté le 10/1/2022).

⁸ <https://madame.lefigaro.fr/celebrities/orgueil-vengeance-et-trahisons-stephanie-grisham-revele-les-secrets-les-plus-enfouis-du-clan-trump-061021-198612> (consulté le 21/12/2021).

⁹ <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-44570688> (consulté le 21/12/2021).

entourés de professionnels de la communication et que ceux-ci n'ignorent pas que certains fragments sont susceptibles d'être extraits et de devenir des petites phrases ; dès lors, tout écart discursif ne peut qu'être interprété comme un moyen au service d'une stratégie du locuteur, qui vise un but que les experts sont capables d'explicitier et d'évaluer en termes de moyen adapté à une fin. Les locuteurs du champ politique sont censés maîtriser le langage ; ils ont un « message » à « faire passer » et utilisent pour y parvenir les ressources linguistiques appropriées.

Pour un analyste du discours, ces présupposés n'ont rien d'évident.

En premier lieu, la construction d'une aphorisation fait disparaître les contraintes qu'impose l'activité discursive dans laquelle est engagé le locuteur. En tant que *locuteur*, E. Macron est pris dans un entretien ; certes, il ne s'agit pas d'une conversation ordinaire, mais cela reste une interaction : il se trouve sommé de donner une réponse forte à une question forte adressée par une femme qui se scandalise que des malades cancéreux ne puissent pas être opérés parce que les lits d'hôpitaux sont occupés par les malades de la Covid. De son côté, quand il évoque Zapatero Sarkozy est engagé dans une interaction informelle entre plusieurs locuteurs et c'est cela qui permet le télescopage entre deux argumentations : l'une qui porte sur la politique de Zapatero, l'autre sur le mépris dont Sarkozy pense être l'objet de la part de gens qui se croient « plus intelligents » ; dans un texte monologal ce télescopage aurait été impossible. En revanche, une fois convertis en *aphoriseurs* des phrases « Zapatero n'est pas très intelligent » et « Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder », Sarkozy et Macron ne sont pas des locuteurs soumis aux contraintes d'une activité communicationnelle mais des sujets qui expriment une conviction à la face du monde.

Dans le cas de la petite phrase de Macron il a été cependant possible à ses conseillers de relire le texte de l'intervention orale. Mais c'est un texte qui est relu, et non l'aphorisation qui par la suite a acquis le statut d'écart discursif. Ce paradoxe est involontairement condensé dans cette phrase extraite du chapeau de l'article de France Inter : « Mais qu'a dit exactement Emmanuel Macron avant et après cette petite phrase ? »¹⁰ Or le ou les relecteur(s) de l'entretien n'ont pas relu le contexte d'une « petite phrase » mais l'ensemble d'un texte, saisi dans la dynamique d'une interaction où le locuteur argumente en s'ajustant à son interlocutrice. Or, le fragment qui va devenir une petite phrase est pris dans un mouvement argumentatif qui ne le fait pas ressortir particulièrement du passage.

C'est une toute petite minorité qui est réfractaire. Celle-là, comment on la réduit ? On la réduit, pardon de le dire, comme ça, en l'emmerdant encore davantage. Moi, je ne suis pas pour emmerder les Français. Je peste toute la journée contre l'administration quand elle les bloque. Eh bien, là, les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc, on va continuer de le faire, jusqu'au bout.

L'ensemble de ce passage se caractérise par le recours à un registre familier et à une syntaxe typique de l'oral. Le locuteur répond non à des journalistes mais à quelqu'un qui vient d'évoquer des cancéreux qui ont de grandes chances de mourir, faute d'opérations. En tant que gouvernant, le président juge nécessaire de réparer le manque créé par l'intervention précédente. Il répond à l'émotion en recourant à un registre familier, censé témoigner d'une vérité qui tient à cœur, d'une volonté d'aller au fond des choses. Ce faisant, il active un ethos qui relève de ce qu'Aristote dans sa *Rhétorique* Aristote (Livre I, 1356a) nomme « aretè » : celui de l'orateur qui se montre justement ému et sincère. Cet ethos s'appuie sur

¹⁰ <https://www.franceinter.fr/politique/emmerder-les-non-vaccines-voici-in-extenso-ce-qu-a-dit-emmanuel-macron-dans-le-parisien> (consulté le 9/1/2021).

des inférences déductives à partir des situations-types ou des scénarios déclenchant des affects déterminés. Ainsi, si nous définissons avec Aristote le scénario déclenchant la *colère* comme « un acte de négligence ou de dédain contre nous ou contre les nôtres, et cet acte ne nous semble pas justifié » (*Rhét.* II, 1378a), nous pouvons en déduire qu'un homme se trouvant dans cette situation montre « légitimement » de la colère » (Egg 1999, 48).

L'évocation du sort des cancéreux fournit un de ces scénarios capables de légitimer la colère. L'écart, souligné par une modalisation autonymique (« pardon de le dire ») qui concerne une « non-coïncidence dans l'interlocution » (Authier-Revuz 1995) est présenté comme justifié par cette indignation. En montrant qu'il est conscient de transgresser une norme discursive, le locuteur laisse entendre que c'est le caractère anormal de la situation qui l'oblige à tenir une parole anormale, une parole de vérité. La réponse se veut néanmoins raisonnable, appuyée sur le *topos* de la quantité, qui oppose une « petite minorité » au bien de tous, l'égoïsme de quelques-uns à la mort de beaucoup.

Le problème est qu'une fois dissocié de l'interaction dans laquelle il s'inscrit, ce recours à un registre familier n'est plus perçu comme un marqueur de juste colère puisqu'il n'y a plus le scénario justificateur : l'indignation devant l'injustice se convertit en agressivité et en défi. Le groupe nominal en position de dislocation gauche (« les non-vaccinés, je... ») n'est plus lié à la progression thématique, pour établir un contraste entre « les Français » qu'il ne faut pas « emmerder » et les « non-vaccinés », mais il définit le thème de la phrase, interprété comme la cible de l'énonciation agressive. Cette conversion en aphorisation autonome implique la suppression du connecteur « Eh bien là », qui présentait l'énoncé qui suit comme une suite inattendue de ce qui précède, eu égard aux croyances prêtées au destinataire (Sirdar-Iskandar 1980). Une manière pour le locuteur de souligner que sa parole fait exception et que cette exception est justifiée.

Mais pour cette phrase la perception d'un écart discursif est bien évidemment liée aussi à l'emploi du verbe « emmerder », associé à « très envie de ». Là encore l'analyse du passage permet de mettre à jour une donnée qui disparaît de l'aphorisation : l'affaiblissement de la prise en charge du verbe par le transfert de la responsabilité du groupe verbal « emmerder les Français » sur un autre locuteur, en l'occurrence l'ex-président Georges Pompidou. « Emmerder les Français » est en effet une formule bien identifiée dans le discours politique français, régulièrement invoquée, y compris par E. Macron. Elle remonte à l'époque où Georges Pompidou était premier ministre du général de Gaulle ; il s'était énervé quand on lui avait apporté de nombreux décrets à signer : « Mais arrêtez donc d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois, trop de textes, trop de règlements dans ce pays ! On en crève ! Laissez-les vivre un peu et vous verrez que tout ira mieux ! Foutez-leur la paix ! Il faut libérer ce pays ! » De cette célèbre intervention était issue une aphorisation, stabilisée par le titre d'un livre paru en 2000, « Arrêtez d'emmerder les Français », et sous-titré : « Il y a trop de lois idiotes dans ce pays. »¹¹ C'est très exactement dans le prolongement de cette critique de la bureaucratie que s'inscrit Macron : « Moi, je ne suis pas pour emmerder les Français. *Je peste toute la journée contre l'administration* quand elle les bloque. » Ce que n'ont pas manqué de souligner les soutiens de Macron :

Je ne considère pas que nommer les choses, paraphraser le président Pompidou, ce soit agresser celles et ceux qui aujourd'hui ne veulent pas se vacciner », défend notamment le patron des députés de la majorité Christophe Castaner. Sur Franceinfo, l'ancien

¹¹ Écrit par le journaliste Thierry Desjardins (2000).

ministre de l'Intérieur ajoute : « La phrase ne choquait personne dans la bouche de Pompidou ». ¹²

À strictement parler, on ne peut pas dire que Macron « paraphrase » Pompidou, comme l'affirme ici C. Castaner. Si l'on veut user d'un autre terme de la métalangue commune, il faudrait plutôt parler d'une « allusion » aux propos de Pompidou : un locuteur « fait allusion » quand on lui attribue l'intention d'activer quelque chose dans l'esprit de son destinataire sans le mentionner explicitement. Ici il s'agit d'activer ce que j'appelle une « scène validée » (Maingueneau 1998, 74), c'est-à-dire une scène de parole qui est inscrite dans la mémoire collective. Ce recours à une scène validée a pour conséquence que le locuteur, d'une certaine façon, ne dit pas : il redit ce qu'a dit un autre locuteur, qui est affecté d'une valeur positive. Mais le public qui voit défiler en boucle la petite phrase sur son écran de télévision et qui entend les adversaires dénoncer son auteur interprète le verbe en s'appuyant sur sa seule compétence linguistique.

6 Conclusion

Peu de gens ont lu l'entretien avec Emmanuel Macron qu'a publié le quotidien *Le Parisien* ; seules quelques personnes ont participé au déjeuner offert par N. Sarkozy. Mais l'ensemble de la population a eu accès à leurs « petites phrases », à travers les dispositifs médiatiques qui les ont construites comme écarts discursifs et soumises à l'interprétation d'experts. Toute interprétation d'un énoncé n'advient que dans un cadre qui en fixe la nécessité et les règles. Les experts s'appuient sur une certaine conception du sens qui place le gouvernant aphoriseur devant une alternative : soit il est censé avoir contrôlé, et on est donc en droit de chercher le calcul politique qui rend raison de son énoncé, soit il est dominé par ses émotions et il est alors indigne de la place qu'il occupe. En matière de discours politique, tout gouvernant est censé maîtriser ce qu'il dit, même s'il s'agit d'une petite phrase construite et diffusée par les médias ; les partisans du locuteur, quand c'est possible, n'auront pas d'autre solution que de montrer que l'écart n'en est pas un, qu'il est en réalité au service du Bien. Mais, quelle que soit l'attitude adoptée, il existe un écart qu'il est impossible de combler : celui qui sépare la représentation élémentaire du sens qu'impliquent ce dispositif médiatique et la complexité de l'activité de production et de réception des énoncés.

La parka de Melania Trump peut servir ici de révélateur. Le fait que l'intéressée se situe aux frontières du champ politique et qu'elle ne soit pas à proprement parler la locutrice de la phrase incriminée introduit un trouble dans ce dispositif. On comprend bien pourquoi Donald Trump a opté pour une interprétation de la phrase qui témoigne d'un surcontrôle, mais on peut aussi se demander si « I really don't care, do u? » ne vise pas ce dispositif lui-même qui affecte l'épouse du président à une certaine place et évalue les signes qu'elle affiche en fonction de cette assignation. Il ne s'agirait nullement chez elle de critiquer les médias, de jeter un pavé dans la mare, mais de créer un vide, une simple déprise, sans au-delà. Un vide que l'on s'est empressé de combler en lui substituant un « message ».

Références

Ali Bouacha, M. 1993. Énonciation, argumentation et discours : le cas de la généralisation. *SEMEN* 8: 41-62.

¹² https://www.lexpress.fr/actualite/politique/il-faut-arreter-d-emmerder-les-francais-d-ou-vient-cette-phrase-de-pompidou_2165491.html (consulté le 10/3/2022).

- Amossy, R. 1999. L'ethos au carrefour des disciplines : rhétorique, pragmatique, sociologie des champs. In *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, ed. Ruth Amossy, : 129-155. Lausanne: Delachaux et Niestlé.
- Authier-Revuz, J. 1995. *Ces mots qui ne vont pas de soi*. Paris: Larousse.
- Boyer, H. et C. Gaboriaux, eds. 2018. "Les petites phrases". *MOTS Les langages du politique* 117.
- Desjardins, T. 2000. *Arrêtez d'emmerder les Français*. Paris: Plon.
- Ducrot, O. 1984. *Le Dire et le dit*. Paris: Minuit.
- Eggs, E. 1999. Ethos aristotélicien, conviction et pragmatique moderne. In *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, ed. Ruth Amossy, 31-59. Lausanne: Delachaux et Niestlé.
- Krieg, A., et C. Ollivier-Yaniv, eds. 2011. Les petites phrases en politique. *Communication & Langages* 168.
- Maingueneau, D. 1998. *Analyser les textes de communication*. Paris: Dunod, 1998.
- Maingueneau, D. 2012. *Les phrases sans texte*. Paris: Armand Colin.
- Maingueneau, D. 2011. Sur une petite phrase "de" N. Sarkozy. Aphorisation et auctorialité. *Communication & Langages* 168: 43-56.
- Nølke H., K. Fløttum, et C. Norén. 2004. *ScaPoLine. La théorie scandinave de la polyphonie linguistique*. Paris: Kimé.
- Seoane, A. 2018. La 'petite phrase' : une catégorisation méta-agissante en discours. *Mots. Les langages du politique* 117: 91-106.
- Sirdar-Iskandar, C. 1980. Eh bien ! Le Russe lui a donné cent francs. In *Les mots du discours*, ed. Ducrot Oswald et al.,161-191. Paris: Minuit.